

TAHAR HADJAR :

«L'Université de Béjaïa peut être scindée carrément en deux universités différentes»

En visite, de deux jours, ce week-end, à Béjaïa, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a procédé à l'inauguration solennelle du nouveau campus d'Amizour, situé à une vingtaine de kilomètres, au sud du chef-lieu de wilaya.

D'une capacité de 4 000 places extensibles, l'établissement en question, achevé pour rappel depuis septembre 2015, n'est toujours pas mis en service .

Tahar Hadjar s'est dit réjoui de la qualité des travaux réalisés. «Après ce que je viens de constater, je peux dire que nous avons là un joyau architectural. Ce pôle universitaire, qui dispose de toutes les commodités nécessaires, est l'un des meilleurs au niveau national», a déclaré le premier responsable du secteur de l'enseignement supérieur.

A El Kseur, le ministre a inspecté un autre campus de 6000 places en construction et dont le taux d'avancement des travaux avoisine les 70%. Le campus d'El Kseur offre les mêmes commodités avec en plus un program-

me de 70 logements haut de gamme destinés aux enseignants.

Tahar Hadjar a demandé à l'entreprise réalisatrice du projet d'accélérer les travaux afin de livrer le pôle universitaire avant la rentrée 2016/2017. Il convient néanmoins de noter que l'affectation de ces deux infrastructures d'Amizour et d'El Kseur n'est toujours pas tranchée.

Initialement réalisées respectivement pour les sciences juridiques à Amizour et les sciences économiques pour la Faculté d'El-Kseur, la proposition de transfert en Faculté des sciences exactes et les mathématiques ne semble pas recueillir l'adhésion des enseignants et des étudiants.

Dans la journée d'hier, le ministre s'est rendu au campus d'Aboudaou pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux de construction de l'auditorium de 1 000 places. Avec un taux d'avancement de travaux de 80%, l'auditorium devrait être livré pour la rentrée universitaire prochaine.

Le ministre a visité aussi le projet de réalisation du Centre national de recherche en langue et culture amazighes.

Avec un taux d'avancement des travaux de 30%, 14 labos et 5 salles de travail, le centre

dédié à la recherche en langue et culture amazighes sera livré le mois de décembre 2016, s'est engagé le wali de Béjaïa.

Le rectorat d'Aboudaou a été inauguré par le ministre dans la matinée. Implanté sur une superficie de 32 ha et programmé pour une capacité de 29 000 places pédagogiques avec 45 amphithéâtres, le campus d'Aboudaou demeure extensible pour accueillir 35 000 étudiants, a-t-on annoncé.

Lors de la même visite au campus d'Aboudaou, Tahar Hadjar a, dans une brève allocution, ouvert les travaux du colloque international organisé par le HCA sur la confection de dictionnaire monolingue amazigh.

Le ministre a réitéré dans son intervention «la volonté du gouvernement à mettre les moyens pour promouvoir et développer la langue et la culture amazighes». Au campus de Targa Ouzemour, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a procédé à l'inauguration du Centre national d'innovation et transfert de technologie, le centre de recherche en agro-alimentaire et l'extension des laboratoires de recherches dans l'après-midi d'hier.

Dans son intervention, le ministre a rassuré

qu'avec une offre de près de 10 000 places pédagogiques et 6 000 lits, la prochaine rentrée universitaire s'effectuera dans des «conditions sereines et apaisées».

La réalisation des deux campus d'Amizour et d'El Kseur, rentre dans le cadre de la restructuration de l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa qui pourrait être «scindée carrément en deux universités». «Il appartient à l'administration rectoriale de trancher la décision en concertation avec les responsables des différentes Facultés, les enseignants et les autorités entre autre», a indiqué le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar.

A. Kersani

ASSURANCES

Journée d'étude de la CAAR à Chlef

La rencontre s'est déroulée à l'hôtel «la Vallée», ce jeudi 10 mars, à partir de 9 h.

Dans son allocution d'ouverture, M^{me} Saim Nadjet, directrice régionale de la succursale VI, Bouzaréah, a fait une présentation succincte de la compagnie dont le président-directeur général est M. Brahim Kessali.

Cette journée est dédiée aux clients de Chlef et Miliana. «Nous faisons un travail de proximité. Nos services vont vers l'assuré et non l'inverse, pour être au plus près de ses préoccupations. Nous avons élaboré un programme adapté aux besoins et aux spécificités de chaque région», tient à préciser M^{me} Saim.

Concernant les agrégats financiers, pour 2014, le montant des indemnisations a atteint 9,4 milliards de dinars contre 62 milliards en 2015. On note l'effort consenti pour régler le maximum de dossiers.

Lors des différentes communications, M^{me} Hafri Nassima, chef de département incendie engineering, a parlé des indemnisations liées aux dommages matériels.

M^{me} Zouaghi Amel nous a fait connaître le risque, la responsabilité et la prévention en assurance transport terrestre.

M^{lre} Bouazza Djamilia a traité de la responsabilité civile. Quant à M. Kada Zoheir, il a expliqué comment rouler en toute sécurité. Lors du débat, la question récurrente portait sur la responsabilité civile en cas d'accident automobile.

Medjdoub Ali

BOUMERDÈS

La traçabilité des produits alimentaires, cheval de bataille de la DC

Samia Ababsa, directrice du commerce de la wilaya de Boumerdès (DCWB), et ses collaborateurs font du respect des règles commerciales notamment la qualité des produits agroalimentaires, particulièrement leur traçabilité, leur cheval de bataille.

Pour rappel, c'est eux qui ont fait tomber, il y a quelques mois, deux importants réseaux chinois de trafic de marchandises et saisi, dans une autre affaire, presque un million de boîtes de fromage périmé qu'une entreprise publique a mis sur le marché. Ils s'apprêtent donc à organiser ce mardi 15 mars à la maison de la culture Rachid-Mimouni de Boumerdès, la Journée mondiale des droits des consommateurs qui est placée cette année sous l'exigence : «Pas d'antibio-

tique au menu.» Pour toucher plus de monde, surtout les producteurs et distributeurs de produits alimentaires, la Direction du commerce a associé à cette activité les services agricoles, de la santé, les commerçants et l'association des consommateurs. Leurs cibles principales sont les éleveurs et les distributeurs de viandes blanche et rouge. «Nous avons relevé que par exemple la volaille, traitée par antibiotique, est abattue et mise en vente alors que les délais requis

pour l'absorption par l'animal de ces médicaments ne sont pas respectés. Ce qui risque le développement d'une résistance aux antibiotiques chez le consommateur. Ce qui est dangereux pour sa santé», dira Menad Dahmani, chef de service au sein de la DCWB. «Nous luttons également contre l'abattage clandestin de la volaille qui nous parvient d'autres wilayas. A ce propos, nous avons fermé des commerces dans l'ouest de la wilaya», ajoute Ababsa qui reconnaît cependant que beaucoup reste à faire dans le domaine de la traçabilité de la volaille et des viandes en général. Elle nous cite l'exemple de la chawarma que l'on consomme dans les fastfoods qui souffre du manque de traçabilité. Pour les

deux responsables, il y a également les compléments d'aliments pour l'engraissement du bétail qui posent problème au niveau de certains éleveurs.

Des thèmes de débats ont été d'ores et déjà choisis pour cette journée du 15. Il est en effet question du droit des consommateurs à une information sur les produits qu'ils achètent, l'interdiction de servir de la viande périmée, les vaches laitières à qui on administre les produits médicaux, l'emballage ainsi que d'autres thèmes.

Durant cette journée, des écoliers seront invités à visiter une unité de production de cacher. En fait, la directrice du commerce de Boumerdès nous promet une journée riche en informations.

Abachi L.

M'SILA

Des entrepreneurs, des propriétaires de foncier et des émigrés parmi les bénéficiaires de logements sociaux

Après l'affichage des 948 logements sociaux au mois de décembre dernier, et à l'issue de la période ouverte exceptionnellement aux recours qui ont été minutieusement traités par la commission d'octroi d'un logement social composée des différents secteurs tels que l'habitat, l'OPGI, la commune est présidée par le chef de daïra, le wali de M'sila, M. Mohamed Bousmaha, a ordonné l'exclusion de 178 individus de cette liste, ester en justice 15 personnes ayant présenté des documents falsifiés et poursuivre ceux qui ont encouragé à falsifier.

La commission, présidée par le wali de M'sila, a étudié plus de 4 200 recours déposés par les citoyens exclus de cette liste et l'étude de ces dossiers a pu dévoiler parmi les bénéficiaires des hommes d'affaires, des entrepreneurs, des propriétaires de foncier, des résidents hors du territoire de la commune et même d'autres, installés à l'étranger, selon le communiqué du cabinet de la wilaya.

Le premier responsable de la wilaya a incité

les membres de la commission d'étude des dossiers de demande d'un logement social de faire des enquêtes minutieuses, en procédant à des sorties effectuées sur le terrain en utilisant tous les moyens probants pour donner un bon résultat en faveur des personnes souvent sciemment oubliées et marginalisées. A cet effet, des citoyens rencontrés ont bien complimenté cet acte courageux du wali, pris pour la première fois par un haut responsable en faveur des citoyens, nous dit-on.

Dans un recours adressé au wali de Annaba, 13 élus de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) se déclarent opposés à la façon dont a été constitué le bureau de cette assemblée, lors de sa récente session ordinaire, tenue les 2 et 3 mars derniers.

Dans ce recours dont une copie a été adressée à la presse et signé par les 13 élus représentant en majorité les partis du RND, PT et MSP, il est fait état d'un «dépassement criant» de l'article 34 du code de wilaya relatif à l'élection des présidents des commissions de l'APW.

Les protestataires estiment que l'élection du président est du ressort des élus membres de chaque commission et non pas de l'ensemble des élus comme cela s'est déroulé. Par conséquent, ils demandent l'annulation de la délibération portant cette élection et l'application stricte

Sans omettre de faire des réserves sur l'exclusion des personnes touchant plus de 24 000 DA, en faisant des commentaires sur l'impossibilité de pouvoir construire ou acheter une maison avec un salaire mensuel qui dépasse les 50 000DA, ajoutez-t-on. Même ceux qui ont hérité de quelque chose, mais cet héritage ne peut permettre aussi de s'octroyer un logis ; à ce propos, il faut exclure les gens ayant hérité d'objet de valeur et ceci ne peut être déterminé qu'après

APW DE ANNABA

Des élus contestent la constitution du bureau

de la loi, conformément à l'article 34 du code de wilaya. Pour rappel, un différend existe depuis l'élection de l'actuel président de l'APW (proche de Baha Eddine Tilba et comme lui élu FND et ayant par la suite rejoint le FLN). Son élection intervenait en remplacement du titulaire du poste, élu quant à lui au Sénat. Lors de cette élection, les partis du RND, du MSP et du PT représentés à l'APW Annaba et soutenant le candidat du RND au poste de président de l'APW, avaient «regretté la maniè-

re» dont s'est déroulée la consultation. Elle a été marquée, selon eux, par «des hésitations et l'incapacité du Directeur de la réglementation et de l'administration générale (Drag) de mener à bien l'opération ainsi que par les propos déplacés qu'il avait tenu». Ils avaient dénoncé aussi «la présence incongrue de certains dirigeants centraux du FLN et les pressions qu'ils avaient exercé sur les élus en faveur de leur candidat».

A. Bouacha